

Médias: l'état d'urgence

PAR ROMAINE JEAN



ET MAINTENANT QUE FAIT-ON? La crise couvrait depuis longtemps déjà, elle a éclaté. Cette fois-ci, c'est l'état d'urgence générale. La presse se meurt, vive la presse. Même ceux qui refusaient l'idée d'une aide étatique directe sont aujourd'hui sous le balcon du prince. A l'aide!, crient petits et grands éditeurs. La crise du coronavirus a mis à plat un marché publicitaire déjà largement anémique. Pour l'heure, le Conseil fédéral se tait. Pourtant, passée l'aide d'urgence, il faudra bien un jour revoir les bases même de la loi sur les médias. En élargissant la notion de service public et en imaginant des fondations d'aide à la presse.

Les éditeurs parlent d'hécatombe. De situation catastrophique. Lorsqu'ils prédisent qu'un tiers des titres suisses pourront disparaître, il faut les croire. Lorsqu'ils disent que la presse romande n'est plus rentable, il faut les prendre au sérieux. La situation était déjà grave avant la crise sanitaire. Un milliard de francs de pertes publicitaires en sept ans, avec des effondrements d'audience de près de 30% pour certains titres phares, comme le *Blick* ou *Le Matin Dimanche*. Aujourd'hui, l'audience est retrouvée, à la faveur d'une population confinée, mais la publicité est à terre. Depuis mars, ce ne sont qu'annulations de contrats, chômage partiel et licenciements dans les rédactions. Et des dépôts de bilan qui se profilent. On évoque des pertes de l'ordre de 400 millions de francs, d'ici à la fin de l'année. Et comme pour les humains, la pandémie va toucher en priorité les plus faibles, à commencer, en Suisse romande, par la presse régionale. *Le Quotidien Jurassien*, *La Région Nord vaudois*, *Journal de Morges*, *Le Régional* et tant d'autres, sont en difficulté.

Une situation complexe

La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, aurait tenté, en vain, de débloquer quelque 80 millions de francs pour couvrir les frais de distribution postale et soutenir certaines radios et télévisions régionales. Mais pour l'instant, le Conseil

fédéral ne bouge pas. De l'aide pour l'aviation, oui, mais pas pour la presse. C'est que le dossier est complexe. Comment justifier le versement de subventions à certains éditeurs, au sourire de requin-tigre, qui n'ont cessé par le passé de restructurer, les yeux rivés sur les livres de comptes? De l'argent public sans contrepartie? Et selon quels critères voudrait-on sauver les radios et TV locales alors que des quotidiens régionaux, qui remplissent le même rôle, sont tout aussi impactés par l'actuelle crise?

Des modèles d'aide sont régulièrement évoqués, des abonnements déductibles d'impôt, des bonifications fiscales sur la publicité. Le canton de Vaud a innové en investissant une partie de ses annonces dans les médias du canton. Tout cela est bien mais reste largement insuffisant. En fait, c'est tout le système de l'aide aux médias qu'il faut revisiter. On le sait, il n'y a quasiment plus de modèle d'affaires pour la presse. Le financement par la publicité, du vieux monde, est désormais caduc. C'est donc la notion même de service public qu'il faut revoir et élargir. Les TV locales, les radios régionales, les magazines, les quotidiens, même gratuits, qui parlent de politique, de culture, d'économie, de PME, enquêtent, font vivre leur région, ne remplissent-ils pas un rôle absolument fondamental au service du public et de la collectivité?

Alors quoi? Alors passée l'urgence, il faudra reprendre tout le dossier de l'aide aux médias. Imaginer des soutiens directs, des fondations d'aide aux médias, dont les modèles ont déjà été largement esquissés. Une répartition des surplus de l'actuelle redevance, des critères d'attribution de l'aide publique, des mécanismes de régulation, entre celui qui paie et celui qui reçoit, pour éviter une mainmise étatique sur la presse. Un lourd chantier qui n'a pas encore débuté.

La presse a besoin de moyens pour survivre et pour continuer à assurer sa mission. Informer, divertir, élever. Elle ne les a souvent plus.

ROMAINE JEAN est consultante en communication, présidente de l'UPF suisse, l'Union de la presse francophone.

«La pandémie va toucher en priorité les plus faibles, à commencer, en Suisse romande, par la presse régionale»